

Le rôle de la modernisation dans les rapports entre impérialisme, capitalisme et développement

Jean-Philippe Peemans*

Cette contribution a été inspirée par différents articles du numéro des *Cahiers Marxistes* consacré en 2006 au «Défi impérial», et cherche à se situer dans le prolongement des réflexions et questions qui y ont été posées sur l'actualité des rapports entre impérialisme et capitalisme¹.

Le point de vue de cette contribution est celui du développement (*development studies*). En prenant en considération le paradigme fondateur de la pensée sur le développement, et son évolution jusqu'à maintenant, on peut s'interroger sur sa relation avec les problématiques de l'impérialisme et du capitalisme.

En ce qui concerne le concept classique d'impérialisme, on se réfèrera ci-dessous, sans y revenir, aux acquis de l'analyse présentée par Michel Godard dans le numéro des *CM* précité ; en ce qui concerne l'impérialisme libéral contemporain, américain surtout, aux articles de Barbara

* Professeur émérite et invité – Institut d'études du développement, IED - UCL.

1. *Cahiers Marxistes*, n°233, «Le défi impérial», août-septembre 2006.

Delcourt et Leo Panitch et Sam Gindin, et en ce qui concerne particulièrement son impact sur les Etats du Sud, à l'article de David Chandler².

En ce qui concerne le capitalisme, on s'inspire de l'approche, large et simple à la fois, d'Immanuel Wallerstein dans un ouvrage récent : «[...] on ne peut parler d'un système capitaliste que lorsque le système donne la priorité à une accumulation illimitée du capital [...] ce qui signifie qu'il existe des mécanismes structurels qui pénalisent, d'une façon ou d'une autre, ceux qui suivent une autre logique. Ils peuvent être éliminés de la scène sociale[...]»³.

C'est un truisme de dire que depuis un demi-siècle toutes les analyses de l'impérialisme ont tourné autour du rôle des *USA* comme principale puissance impérialiste (ce qui est différent du temps des théories classiques de l'impérialisme). Or c'est aux *USA* qu'a été élaborée et que s'est continuellement renouvelée la théorie de la modernisation, comme théorie dominante du développement. Il est donc justifié de se poser la question de la relation entre la théorie de la modernisation et la production d'idées visant à assurer et consolider le rôle des *USA* dans le monde, d'autant plus que tous les grands théoriciens ont le plus souvent joué un rôle important dans l'élaboration des politiques et stratégies *US* à l'égard du Sud.

On veut rappeler ci-dessous, en premier lieu, les caractéristiques de l'école américaine de la modernisation de l'après-guerre, parce qu'elle reste bien le fondement de la vision dominante du développement jusque dans la première décennie du XXI^e siècle. Certains pourront même s'étonner de l'actualité de cette pensée, puisqu'il est manifeste que les idées dominantes d'aujourd'hui dans les cercles qui comptent en matière de développement (Banque Mondiale, FMI, agences spécialisées de l'ONU, de l'UE, agences occidentales de coopération bilatérale, experts universitaires et autres, ONG internationales) en sont fort proches, et sont présentées souvent comme des innovations importantes en matière de développement (importance de la démocratie et de l'ouverture au marché comme moyen de lutte contre la pauvreté, etc.).

2. M. GODARD, «Colonialisme, impérialisme,... Good Bye Lenin ?»; B. DELCOURT, «L'impérialisme libéral : un projet d'avenir ?»; L. PANITCH et S. GINDIN, «Capitalisme mondial et empire américain»; D. CHANDLER, «Comment le *state-building* affaiblit les Etats», in *Cahiers marxistes*, n°233, Le défi impérial, août-septembre 2006.
3. I. WALLERSTEIN, *Comprendre le monde - Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Editions La Découverte, Paris, 2006.

Un regard historique sur la période d'émergence du courant de la modernisation permet de fortement relativiser le caractère prétendument nouveau des idées à la mode depuis les années 1990. Il faut plutôt se demander quelles sont les causes du retour de ces idées, ou de leur permanence, voire de «l'éternelle jeunesse» de cette idéologie plus que sexagénaire.

Le rôle de la pensée sur la modernisation dans le renouveau du «champ impérial» à l'époque post-coloniale

La genèse de la pensée sur le développement a été profondément marquée par le contexte historique de l'époque de l'après seconde guerre mondiale, avant tout par le climat de guerre froide opposant l'Est et l'Ouest, et le vaste mouvement de décolonisation en Asie et en Afrique, et surtout par le lieu de son élaboration. La pensée sur le développement, conçu comme un processus universel de modernisation, a été élaborée, entre 1945 et 1965, essentiellement dans les grandes universités nord-américaines⁴.

Ce point n'a pas une importance négligeable. C'est à cause de cette origine commune – l'élite universitaire du pays qui exerçait une position hégémonique et entendait clairement assurer un rôle de *leadership* – que cette école de pensée a eu une cohérence rare dans les sciences sociales, et une influence réelle sur un ensemble de décisions politiques. Cette école de pensée a traversé toutes les sciences sociales et produit une vision holiste du développement où s'interpénètrent et se complètent les apports de la sociologie, des sciences politiques, de l'économie, de l'histoire et de plusieurs autres disciplines. Ce projet intellectuel était indissociable du projet politique des *USA* à cette époque, qui était précisément de définir ce qui pouvait fonder le *leadership* américain dans le contexte nouveau de l'affrontement Est-Ouest⁵.

Le discours de la modernisation avait à la fois un aspect d'auto-légitimation du modèle américain de développement et un aspect messianique d'obligation de diffuser ce modèle à l'échelle mondiale, pour per-

4. D-C. TIPPS, «Modernization Theory and the Comparative Study of Societies : A Critical Perspective» in C-E. Black, ed., *Comparative Modernization*, Collier, London, 1976.

5. C-S. MAIER, «The Politics of Productivity : Foundations of American International Economic Policy after World War II», in P-J. Kaztzenstein, ed., *Between Power and Plenty : Foreign Economic Policies of Advanced Industrial States*, University of Wisconsin Press, Madison, 1978.

mettre à l'ensemble des peuples et des gens de partager les «bienfaits du rêve américain». Le projet se voulait une pédagogie du progrès, ouverte à toutes les élites du Nord et du Sud qui souhaitaient s'inscrire dans un processus de modernisation, qui puisse contribuer à la mise en place de l'une ou l'autre variante du projet libéral⁶.

La doctrine Truman de 1949 illustre déjà l'interaction entre la stratégie politique et le paradigme de la modernisation en voie d'élaboration. Les pays sous-développés y sont caractérisés par une la pauvreté de masse qui est une menace «pour la paix du monde», la solution à cette pauvreté est la croissance économique, et le rôle des *USA* est de soutenir ces pays arriérés par leur aide technique⁷.

On doit bien se rappeler que le contexte de l'époque dans une grande partie du Sud était celui de la lutte multiforme pour sortir du colonialisme et reconquérir l'indépendance : cela concerne la plus grande partie de l'Asie, de l'Afrique et du Monde arabe. Le rôle historique du discours américain de l'époque est de reconnaître cette demande, mais de la réinscrire immédiatement dans un ordre dont il décrit les horizons et les limites. Le texte du point IV du discours de Truman a le mérite de montrer que cet ordre est tout simplement celui de la mise en œuvre d'un processus d'accumulation du capital. La nouveauté du discours Truman est toutefois de reconnaître ce processus comme la tâche de chaque pays. Tous les pays pauvres ont le droit de rejoindre le chemin de la croissance. Les *USA* se présentent ainsi clairement comme pouvant offrir une alternative à l'ordre colonial européen en déliquescence, mais en même temps, il y a une continuité entre la pensée du «paternalisme autoritaire» colonial et la pensée de la modernisation⁸.

Ce sont les théories socio-politiques de la modernisation qui, de la manière la plus visible, vont combiner l'héritage de l'anthropologie coloniale avec les concepts de l'analyse fonctionnaliste des années 1930, et une sorte de relecture néo-wébérienne de l'histoire occidentale pour produire une théorie générale du passage du traditionnel au moderne, présenté comme le passage du «sous-développement» au développement⁹.

6. J-Ph. PEEMANS, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Academia-Bruylant et L'Harmattan, Louvain-la-Neuve et Paris, 2002.
7. R. PACKENHAM, *Liberal America and the Third World : Political Development, Ideas in Foreign Aid and Social Science*, Princeton University Press, Princeton, 1973.
8. C. PLETSCH, «The Three Worlds, or the Division of Social Scientific Labor, circa 1950-1975», *Comparative Studies in Society and History*, 23, 1981.
9. G. BERTHOUD, «Modernity and Development», *The European Journal of Development Research*, vol.2, n°1, 1990.

Les pays sous-développés le sont parce qu'ils restent caractérisés par la prédominance du secteur traditionnel, c'est-à-dire d'une société marquée par une forte intégration des fonctions religieuses, politiques et judiciaires, par la prédominance des liens familiaux, ethniques, des relations de proximité et de réciprocité dans les rapports sociaux, par la faiblesse de la productivité du travail et de la maîtrise technique de la nature au niveau économique. Selon cette conception, le développement est donc symétrique de l'émergence et de la consolidation d'un secteur moderne qui doit progressivement s'imposer et absorber le secteur traditionnel à travers un processus d'autonomisation des institutions, de sécularisation de la culture, de différenciation sociale, de spécialisation des rôles et fonctions, de division du travail et de hausse de l'investissement¹⁰.

La conceptualisation de ces étapes se faisait à partir de ce qui était vu comme l'expérience des sociétés déjà modernisées et développées, c'est-à-dire les pays occidentaux, dont la réussite indiquait naturellement aux autres le chemin¹¹.

La question centrale était de savoir comment progressivement, par étapes, les éléments de modernisation pouvaient déplacer et remplacer les éléments traditionnels, et la théorie sociologique de la modernisation cherchait à repérer les éléments et les agents de changement qui pourraient modifier les valeurs et les comportements de la société traditionnelle dans le sens de la sécularisation, de l'individualisme et de la rationalité¹².

Dans cette vision de la modernisation, le passage à des institutions démocratiques de type occidental, avec séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, était considéré comme une composante majeure d'un processus de modernisation. Une société développée et moderne ne pouvait être qu'une démocratie basée sur le multipartisme¹³.

Il faut aussi souligner que pour les sociologues et les politologues de la modernisation, la modernisation sociale et politique était censée être un stimulant à la modernisation économique, basée sur les principes du

10. G. RIST, «'Development' as part of the Western Myth: the Western socio-cultural dimension of Development», *European Journal of Development Research*, vol.2, n°1, 1990.
11. S-N. EISENSTADT, *Modernization, Protest and Change*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1966.
12. H. BERNSTEIN, «Modernization Theory and the Sociological Study of Development», in *Journal of Development Studies*, 7, 1971.
13. G. ALMOND & J. COLEMAN, eds., *The Politics of the Developing Areas*, Princeton University Press, 1960.

marché, tandis que l'efficacité de ce dernier pour relever le revenu par tête devait lui-même accélérer ou consolider le passage à des institutions démocratiques et à une société hautement différenciée. On peut dire aussi que c'est autour du thème de la transition que se justifiait, pour la majorité des théoriciens de la modernisation, une place active pour l'Etat. La notion de «*state building*» date de cette époque. L'Etat était vu comme devant jouer un rôle important pour accélérer la transition vers la société moderne.

Ce rappel sommaire des caractéristiques du paradigme de la modernisation permet de mettre en valeur l'aspect extrêmement robuste de ce paradigme, qui présentait un caractère interdisciplinaire et intégré très affirmé. Le succès de la diffusion et l'impact bien réel des idées de la modernisation ne peuvent se comprendre que si l'on se réfère à la nature du contexte historique de l'époque, et plus particulièrement au rôle de nouvelles élites, à la fois produites par ce contexte et actrices de son évolution particulière.

Fondamentalement ces théories ont fourni le cadre de référence d'une vision instrumentalisant toutes les composantes de la vie sociale et de la culture, en éléments catégorisés comme fonctionnels ou dysfonctionnels par rapport aux exigences de la construction d'un ordre socio-politique centré sur la croissance économique et le démarrage d'un processus d'accumulation du capital. Or, cette époque était précisément une période de montée en force de nouvelles élites de classes moyennes, aussi bien dans les nouveaux Etats indépendants d'Afrique et d'Asie, où elles remplacèrent les anciens régimes coloniaux, que dans les pays d'Amérique latine, où elles soutinrent souvent des *leaders* populistes et nationalistes qui mettaient en cause l'emprise des oligarchies traditionnelles sur le pouvoir politique¹⁴.

Le but de la doctrine de la modernisation était notamment de fournir des arguments aux élites modérées dans leurs débats avec les éléments radicaux, en affirmant que la voie occidentale était la meilleure pour arriver à une croissance rapide, objectif commun supposé de toutes les élites éclairées. D'un côté la modernisation attribuait les causes du sous-développement aux survivances de la société traditionnelle, et rejetait ainsi une explication par les effets de l'impérialisme. D'un autre côté, elle voulait démontrer que si la question du développement était celle de faire

14. H. ALAVI, «The State in Post-Colonial Societies : Pakistan and Bangladesh», in *New Left Review*, n°74, 1972 ; R. SKLAR, *Corporate Power in an African State*, University of California Press, 1975 ; I. MARKOVITZ, *Power and Class in Africa*, Prentice Hall, 1977.

croître le gâteau plutôt que de disputer les parts existantes, alors une économie de marché décentralisée réaliserait cet objectif de manière plus efficace qu'un régime de planification centralisée.

Il est très important de voir aussi que, dans sa vision la plus répandue, la modernisation propose un modèle dualiste. La paysannerie est un objet et un instrument de la modernisation pour les élites. Il s'y opère une sorte de lecture en termes non pas de classes, mais de rapports élites/masses, avec les élites actives comme agents de la modernisation, les masses rurales passives comme instrument. Une bonne mobilisation des ressources qu'elles représentent permettra de réaliser la modernisation, dont la croissance économique est clairement affirmée comme l'axe, nécessitant une hausse de l'investissement (notamment à partir du surplus agricole), une hausse des profits, un maintien des salaires au niveau de subsistance, une hausse du temps de travail pour soutenir le démarrage de l'industrialisation, bref une sorte de recette universelle pour l'émergence d'un secteur capitaliste actif.

De ce point de vue, les Etats modernisateurs se sont toujours voulus, et ont toujours été encouragés à se construire comme des Etats «forts», surtout du point de vue du contrôle et de l'incorporation des populations locales, identifiées soit au secteur «traditionnel» rural, soit, un peu plus tard, au «secteur informel urbain», les deux étant considérés comme le cœur du sous-développement. Dès son émergence, le discours de la modernisation manifeste une violence froide et technique à l'égard de la place et de l'avenir de la paysannerie dans le développement. C'est en fait un discours d'extinction planifiée d'une catégorie sociale, jugée inapte au progrès, voire comme un frein insupportable à l'avancée d'une société dans sa direction. Le discours de la modernisation n'est en fait qu'une version nouvelle du darwinisme social, désormais drapé dans les oripeaux du discours sur la croissance comme solution à tous les problèmes des sociétés «en retard».

En même temps, on peut noter le souci évident de la théorie de la modernisation de définir étroitement le chemin du développement selon les lois d'un rattrapage du modèle des pays développés capitalistes, présentés comme la seule voie du succès assuré face aux expériences socialistes. Elle fait penser à une construction idéologique qui doit assurer le maintien de l'influence des pays ex-colonisateurs et dominants dans les pays sous-développés. Autrement dit, la modernisation assure bien le maintien de l'influence impériale dans un contexte historique nouveau. Il y a un renouvellement complet du discours impérial, qui se fait ouvert, convivial (les chemins du progrès sont ouverts à tous), qui se présente comme un appel au progrès, promet l'aide à construire l'Etat, le changement

social, l'économie, l'industrie nationale, mais selon des règles d'un modèle universel qui doit les aider à devenir les bons élèves des maîtres des recettes et règles du progrès universel.

Il est certain qu'une grande partie des élites du Sud ne se sont pas simplement alignées servilement sur l'ensemble des normes du modèle nord-américain de modernisation. Dans plusieurs régions du Sud, les élites ont tenté de séparer les aspects techniques et économiques de la modernisation, que souvent ils souhaitaient emprunter, des aspects politiques, sociaux et culturels dont ils voulaient garder la maîtrise en fonction de la spécificité historique des divers pays¹⁵.

Le cas le plus évident d'une pensée originale sur la modernisation au Sud, est certainement à cette époque l'école structuraliste latino-américaine, mettant en cause une situation structurelle d'échange inégal entre pays exportateurs de matières premières et pays industrialisés, comme cause historique du sous-développement, et comme frein à une modernisation souhaitable¹⁶.

L'évolution de la doctrine de la modernisation à l'époque du renouveau des discours et des luttes anti-impérialistes

Au milieu des années 1960, s'opère une mise en cause du paradigme nord-américain de la modernisation à travers le renouveau du marxisme et de l'analyse de l'impérialisme, expression intellectuelle – dans certains pays du Sud – de la dynamique réelle ou potentielle de nouveaux mouvements sociaux. L'école de la «dépendance» en a été l'expression la plus achevée. Pour les auteurs les plus influents de cette école, les causes internes du sous-développement sont bien subordonnées aux causes externes : les «pseudo-bourgeoisies» du Sud ne sont que des instruments de l'impérialisme, et ce sont les métropoles du «centre» qui décident de la place occupée par les «périphéries» dans le système international¹⁷.

15. F. COOPER & R. PACKARD, eds., *International Development and the Social Sciences – Essays in the History and Politics of Knowledge*, University of California Press, 1997.

16. C. KAY, *Latin American Theories of Development and Underdevelopment*, Routledge, London, 1989. Voir aussi dans ce numéro des *CM*, la contribution de Xavier Dupret.

17. A-G. FRANK, *Latin America : Underdevelopment or Revolution*, Monthly Review Press, New York, 1969 ; A-G. FRANK, *Lumpenbourgeoisie : Lumpendevlopment, Dependence, Class and Politics in Latin America*, Monthly Review Press, New York, 1972 ; Th. DOS SANTOS, «The crisis of development theory and the problems of ...»

Le développement d'une économie de type capitaliste intégrée était donc impossible à partir de la situation de périphérie, et l'idée de rattrapage un mythe. Cependant du point de vue des enjeux liés au développement, cette école ne rompait donc pas avec l'idée centrale de la modernisation, c'est-à-dire que la croissance économique, portée par l'industrialisation rapide était le vecteur du développement, et que son accélération était le test de la réussite.

Il faut souligner ce point qui établit une connexion implicite entre développement et théorie de l'impérialisme à travers le concept de modernisation : la théorie néo-marxiste des années 1970 dénonce en fait l'incapacité du capitalisme de réaliser la modernisation. Seule une économie planifiée avec un Etat fort de type socialiste pourra la réaliser. Derrière le concept de «développement des forces productives» se profile en fait une autre version de la modernisation-industrialisation. En fait la théorie néo-marxiste endosse entièrement la théorie du «retard», et dans cette théorie du retard se trouve un questionnement sur la place des «masses paysannes», et leur éventuel potentiel révolutionnaire. La question est de savoir si elles peuvent ou non devenir les alliées d'une avant-garde ouvrière, nécessairement plus «socialement avancée», mais minuscule en nombre à cause du retard¹⁸.

Sans doute la grande faiblesse de la théorie de l'impérialisme à ce moment est-elle de ne pas voir qu'en fait, la théorie de la modernisation est ce qui a permis à «l'impérialisme réel» de se renouveler après l'époque coloniale et de capter une partie non négligeable des élites du Sud. Notamment parce qu'elle légitime le pouvoir des nouvelles élites sur la paysannerie, instrumentalisée au nom de la modernisation à travers la théorie dualiste. Peu importe que la paysannerie soit «traditionnelle» ou «révolutionnaire», mobiliser le surplus était le grand mot d'ordre, et une bonne partie des controverses entre libéraux et marxistes portait sur la meilleure manière de le mobiliser pour l'industrialisation¹⁹.

Il faut cependant rappeler que dans la réalité de l'époque, le monde paysan ne s'est pas toujours – loin de là – conformé aux injonctions des théories et politiques modernisatrices, formulées au Nord et appliquées au Sud avec l'aide au développement. Cependant ce ne sont pas les

..I. dependence in Latin America», in H. Bernstein, ed., *Underdevelopment and Development*, Penguin, Hammondsworth, 1973.

18. J. GLASSMAN, «Primitive accumulation, accumulation by dispossession, accumulation by 'extra-economic' means», *Progress in Human Geography*, 30, 2006.

19. Une exception notable a été la position de Samir Amin. Cfr. S. AMIN, *La déconnexion - Pour sortir du système mondial*, La Découverte, Paris, 1986.

formes originales et spontanées de résistance de la paysannerie qui ont retenu à cette époque l'attention des théoriciens de la modernisation : par exemple en Afrique, le retrait de la production pour l'exportation face aux tentatives des Etats d'augmenter le prélèvement pour financer des projets dans le secteur moderne.

Ce qui a retenu l'attention des théoriciens de la modernisation, ce sont plutôt les mouvements de libération capables de mobiliser la paysannerie dans des guerres révolutionnaires. C'est l'époque de la guerre du Vietnam, de la révolution culturelle en Chine, de l'influence croissante de la révolution cubaine, de la radicalisation des luttes de libération inachevée. C'est la hantise du modèle chinois et vietnamien et des soutiens et interventions soviétiques qui va entraîner une évolution de la théorie de la modernisation vers une version plus dure visant la mise en place d'un Etat fort pour contrecarrer les mouvements révolutionnaires et mieux assurer le contrôle social de la paysannerie.

On va ainsi avancer vers une collusion plus manifeste encore que dans la phase précédente entre production de la théorie du développement et renouvellement des doctrines stratégiques de l'impérialisme. L'école nord-américaine de la modernisation va alors évoluer vers une version plus pessimiste et plus autoritaire de la modernisation. L'axe de la réflexion est la nécessité de répondre à l'apparition de «contre-élites» qui peuvent manipuler les frustrations des masses déçues par les promesses non tenues et menées vers un radicalisme nationaliste ou révolutionnaire.

Ce qui en sort, c'est la réaffirmation de la nécessité de continuer la modernisation, mais avec des «Etats forts renforcés», éventuellement le rôle des militaires, de partis uniques, renforcer le contrôle des masses, la mise en œuvre de la doctrine de la contre-insurrection. A partir de ce moment, on verra se mettre en place aux USA une politique de soutien actif à des dictatures, militaires ou non, pour contrôler les mouvements révolutionnaires à base paysanne, ou pour prévenir leur émergence. Cette version plus autoritaire de la modernisation recommandait aussi de mettre fin à des politiques de construction d'une industrialisation nationale, jugée inefficace, et de les reconvertir en industrialisation pour l'exportation²⁰.

A partir de ce moment, la doctrine de la modernisation va exalter, pendant un quart de siècle (jusqu'à la «crise asiatique» de 1997), les cas de la Corée du Sud et de Taiwan, comme les exemples à suivre de moder-

20. J-Ph. PEEMANS, *op.cit.*, 2002.

nisation réussie. Ces deux pays, il faut le rappeler, étaient à l'époque des dictatures militaires particulièrement brutales, entièrement dépendantes, au point de vue militaire et économique, des USA dont elles constituaient les avant-postes sur-armés en Asie.

La nouvelle version de la modernisation axée sur le commerce et l'investissement internationaux comme moteur de la croissance a trouvé un relais institutionnel puissant à la Banque mondiale dont le rôle a été renouvelé et étendu. Au cours des années 1970, celle-ci va devenir le foyer d'élaboration de ce qu'elle appelait la doctrine de «l'interdépendance». La doctrine voulait présenter une vision consensuelle des rapports Nord-Sud, basée sur l'intérêt mutuel, et préférable, selon ses promoteurs, à l'optique de confrontation que l'on trouvait dans les discours de la «dépendance». Le mot même d'interdépendance, était ainsi chargé d'une lourde symbolique politique, puisqu'en se substituant au concept de dépendance, il voulait affirmer que ce n'était pas cette dernière qui régissait les rapports Nord-Sud. Au milieu des années 1970, cette doctrine attachait une importance croissante à la question des besoins fondamentaux, et de la lutte contre la pauvreté²¹.

La modernisation économique restait bien prioritaire, mais les difficultés de sa mise en œuvre étaient vues comme une menace pour la stabilité sociale : maintenir l'ordre exigeait une combinaison adroite de répression et d'aide aux couches les plus démunies de la population, notamment en régions rurales. Cette dimension sociale-sécuritaire était portée par le président de la BM de l'époque, Robert McNamara, ancien secrétaire d'Etat à la Défense et stratège de la guerre du Vietnam, surtout en ce qui concernait le contrôle des campagnes dans les techniques de contre-insurrection. Il voulait éviter à tout prix que la misère des campagnes du Sud soit le creuset de nouveaux mouvements révolutionnaires²².

Il est essentiel de souligner que ces idées sont parvenues à trouver un écho important dans de nouvelles catégories d'élites universitaires et technocrates des pays du Sud, auxquelles les institutions multilatérales commençaient à ouvrir largement leurs portes. Elles étaient séduites par ce nouveau discours sur une modernisation plus ouverte sur le monde, aux promesses infinies de croissance. A la fin des années 1970, le pro-

21. H. CHENERY *et al.*, *Redistribution with Growth*, Oxford University Press, 1974 ; F. STEWARD & P. STREETEN, «New Strategies for Development : Poverty, Income Distribution and Growth», in *Quarterly Journal of Economics*, n°3, 1976.

22. R-S. MACNAMARA, *Une vie meilleure pour deux milliards d'hommes - Les dimensions du développement économique*, Denoël, Paris 1973.

jet de modernisation était largement dominant derrière une rhétorique tiers-mondiste ou socialiste (Chine), et toutes les élites dirigeantes étaient engagées dans la course à la modernisation, accélérée surtout via l'endettement facile sur les marchés internationaux, créant ainsi les bases d'une nouvelle dépendance pour la suite.

On peut dire donc qu'à la fin des années 1970, la doctrine de la modernisation comme modèle universel avait bien joué un rôle essentiel du point de vue de l'expansion du capitalisme et de son «champ impérial» idéologico-politique, mais les analyses de l'impérialisme de l'époque ne l'ont pas perçu.

Au cours des années 1970, de nouveaux courants de pensée se sont cependant affirmés et ont commencé à critiquer sévèrement la conception du monde construite par la modernisation : écologistes, courant scandinave de «l'autre développement», féministes,... mettant en valeur les coûts sociaux et environnementaux cachés de la croissance, et affirmant la nécessité de trouver une autre voie de développement reposant sur d'autres principes (droits des peuples, droits des citoyens bafoués dans les Etats modernisateurs dictatoriaux, *etc.*). Même si ces courants étaient marginaux, ils représentaient une vision normative qui refusait explicitement l'identification entre croissance et développement faite par les différentes tendances de la modernisation. Dès cette époque, ils remettaient en cause les types de croissance «sur-consommateurs» qui violaient les «limites internes» de l'être humain, et les «limites externes» de la nature²³.

Tout le travail idéologique de l'école dominante de la modernisation a été de les ramener dans le «droit chemin du progrès impérial» une décennie plus tard.

Les métamorphoses de la modernisation à l'époque de la globalisation du «champ impérial»

Les années 1980-1990 ont connu une accélération spectaculaire des conditions de l'accumulation du capital à l'échelle globale. La concentration du pouvoir économique, l'interpénétration plus forte entre capital financier et industriel des grands zones du Nord, la plus grande efficacité des nouveaux réseaux internationaux de pouvoir, ont contribué à

23. Déclaration de Cocoyoc, Symposium Pnue - Cnuced, Cocoyoc, Mexique, 1974.

consolider le fonctionnement et l'interdépendance des économies du Nord selon une logique de compétitivité entre «pôles performants». On ne s'attardera pas sur cette évolution connue et décrite ailleurs²⁴.

Ce que l'on veut mettre ici en exergue, c'est la continuité du projet de modernisation des élites occidentales dominantes dans ce qui est vu par beaucoup comme l'avènement d'un monde totalement nouveau grâce à l'impétuosité des changements économiques et technologiques. Et l'on se limitera encore ici à un regard sur le Sud.

A partir des années 1980, la doctrine de la modernisation a évolué vers une nouvelle formulation, dont on peut voir l'évolution des composantes, en interaction avec l'évolution du contexte international : d'une version dure de l'ajustement au début des années 1980 à une version de l'ajustement dite «à visage humain» à la fin des années 1980, à l'ingérence démocratique et à l'imposition de la «gouvernance» dans les années 1990, aux Objectifs du Millénaire pour le Développement aux environs de l'an 2000, pour y adjoindre les objectifs de la «guerre globale contre le terrorisme» après 2001.

Au cours des années 1980 et 1990, la réflexion théorique sur le développement est restée longtemps enfermée dans une approche centrée sur l'opposition entre le rôle de l'Etat et celui du marché. Le courant néolibéral affirmait la supériorité des mécanismes de marché sur l'intervention de l'Etat pour assurer une croissance économique rapide, censée résumer toute la problématique du développement²⁵.

C'est une nouvelle version de la modernisation qui s'est ainsi construite progressivement. Dans cette version que l'on peut qualifier de néomodernisation, «le Marché» a manifestement pris le pas sur l'Etat. «L'Etat fort» de la modernisation nationale cède alors le premier rôle au «Marché fort» de la néomodernisation globale. En termes de rapports sociaux, cela s'est traduit par un renforcement du rôle des élites économiques par rapport à celui des élites politiques et administratives.

Dans les faits, l'évolution des pays du Sud a été marquée, à partir de la seconde moitié des années 1980, par la logique d'accumulation des «pôles performants» liés à l'économie internationale, que ce soit en

24. J. STOPFORD & S. STRANGE, *Rival States, rival Firms - Competition for world market shares*, Cambridge University Press, 1991.

Voir aussi les contributions de l'auteur aux *CM* n^{os} 186 et 196 (références en encadré pp. 7-9 de ce numéro).

25. P-W. PRESTON, *Development Theory - An Introduction*, Blackwell, Oxford, 2004.

termes de réalité (Inde, Chine, Mexique, Brésil, Chili, Malaisie, Vietnam) ou de projets (presque tous les pays d'Asie et d'Amérique latine). Dans la plupart de ces pays, les couches moyennes liées aux pôles d'activité internationalisés ont connu une forte expansion, de même que leurs revenus. Convaincues de pouvoir gérer un noyau limité d'accumulation nationale qui soit branché sur les réseaux internationaux de l'accumulation, ces couches moyennes sont devenues de plus en plus internationalisées en termes de consommation, de carrières individuelles, de modes de gestion²⁶.

La modernisation, pour elles, s'est confondue désormais avec l'adaptation la plus rapide et la plus efficace possible à un mouvement continu et international de modernisation dont toutes les composantes mondiales sont interdépendantes au Nord et au Sud. Parallèlement, la dénonciation de l'impérialisme a complètement disparu en quelques années, pour faire place à la rhétorique du partenariat responsable et mutuellement profitable. Une partie croissante des élites du Sud a adhéré de plus en plus aux critères néolibéraux du nouvel ordre impérial.

En même temps, les élites des centres atlantiques de l'accumulation mondiale ont consolidé leur coopération et pu étendre considérablement leurs zones d'influence. Le symbole en a été l'avènement du concept de «communauté internationale» superposé ou substitué, selon les cas, au rôle attribué au système des Nations-Unies depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Un des projets les plus explicites de la «communauté internationale» a été de favoriser, puis progressivement d'imposer la gouvernance et la démocratie. Le progrès de la démocratie politique a été présenté comme indissociable des progrès de l'économie de marché ouverte au monde.

Cette exigence de démocratie a été et est présentée encore comme une innovation importante. En fait, d'une certaine manière, elle marque simplement un retour aux idées fondatrices du paradigme de la modernisation des années 1950, à cela près que la démocratie a été désormais définie dans un cadre plus étroit qu'à l'époque. Les choix démocratiques ont été inscrits dans un cercle très restreint de choix économiques, parfaitement fonctionnels avec les critères globaux de l'accumulation privée du capital. Dans cette perspective, on peut dire qu'il existe bien un consensus entre élites du Nord, du Sud et de l'Est. Ce consensus transcende les divisions entre partis politiques et s'accommode donc à la fois

26. L. SKLAIR, *Sociology of the Global System*, Harvester, New York, 1991.

du multipartisme et d'une réduction de l'autonomie des Etats dans la définition d'un chemin de développement.

Ce discours sur la gouvernance et la démocratie a été relayé par l'ensemble des organisations internationales, puis des pays donateurs dans le cadre de l'aide bilatérale, puis par le monde des ONG du Nord et du Sud, pour finalement devenir une partie du discours politique des élites du monde politique et de la société civile dans la plupart des pays du Sud. Les ONG du Sud, promues à la fois au rang d'agents privilégiés de la «société civile» et du «marché participatif» virent s'ouvrir de nouveaux horizons d'activité pleins de promesses de financement, à condition de s'insérer de manière conforme dans le nouveau discours et les nouvelles pratiques de plus en plus sévèrement codées par les bailleurs de fonds sous l'égide de la Banque Mondiale. Les programmes de «gouvernance locale» ont incorporé les idées de participation, initiatives locales, «*empowerment*» qui s'étaient élaborées auparavant, dans d'autres milieux, avec la vision d'un développement autonome des populations²⁷.

Mais, dans le mouvement de cette incorporation, ces idées ont été reformulées comme des instruments utiles à la pédagogie du «marché à la base», notamment en ce qui concerne la place des femmes dans le développement²⁸.

De cette manière, l'idéologie de la néo-modernisation s'est répandue dans de larges couches de ce qu'on peut appeler des «péri-élites», autrement dit des catégories sociales qui ne font pas réellement partie du cercle des élites politiques, sociales et économiques du cœur de l'accumulation globale, mais qui se présentent comme des relais, des intermédiaires entre ces élites et les populations. Dans certains cas elles s'assignent le rôle de «porte-voix», parfois même durs et exigeants des populations face aux élites dirigeantes, au nom du respect des droits, de l'humanitaire, des besoins fondamentaux. Mais l'expérience historique récente a montré l'extraordinaire capacité des élites globales à réinscrire ces revendications dans un cadre fonctionnel par rapport aux exigences de l'accumulation, notamment à travers les innombrables programmes de gestion de la «pauvreté» (voir à ce sujet les discours sur le micro-crédit et la micro-entreprise). La production du discours de la modernisation, toujours renouvelée dans les composantes de son projet

27. A. CORNWALL & K. BROCK, «What do Buzzwords do for Development Policy ? A critical look at 'participation', 'empowerment' and 'poverty reduction'», in *Third World Quarterly*, Vol. 26, n°7, 2005.

28. M. MOORE, «Empowerment at last ?», in *Journal of International Development*, 13 (3), 2001.

permanent, a joué un rôle clé dans cette évolution en apparence toujours plus consensuelle.

La manifestation la plus évidente de ce consensus a été, au début des années 2000, la proclamation et la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement et des Documents stratégiques sur la réduction de la pauvreté. On y voit réaffirmé un certain rôle de l'Etat pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté²⁹.

On peut se demander cependant s'il ne s'agit pas que d'un revirement apparent. D'une part, l'Etat revigoré n'a qu'une autonomie fort réduite : plus que jamais, il est sous la tutelle des grands acteurs multilatéraux, dont le consensus s'est renforcé autour de l'impératif de sécuriser les opérateurs globaux dans les zones à risques, dont l'étendue ne cesse de croître. D'autre part, l'Etat a surtout pour fonction d'incorporer plus activement les «pauvres» au marché. Un auteur comme J. Sachs n'hésite pas à affirmer que tant que les résistances culturelles à la civilisation du marché n'auront pas été éradiquées, il n'y aura aucun moyen de mettre en œuvre des politiques de croissance susceptibles de contribuer à la réduction de l'extrême pauvreté³⁰.

Pareille affirmation illustre une remarquable continuité entre les idées des années 1950 et celles d'aujourd'hui dans le cadre de la modernisation. La vision du développement reste la même, et depuis 2001, le concept de «culture traditionnelle» a bénéficié d'une extraordinaire revitalisation pour expliquer le sous-développement persistant de certaines sociétés dominées par «l'obscurantisme», religieux ou autre, et *ipso facto* leur dangerosité pour «l'ordre global». L'approche en termes de «conflits de civilisation» de Samuel Huntington a ajouté une dimension culturaliste, désormais influente, aux autres composantes de la «néo-modernisation»³¹.

29. D. CRAIG & D. PORTER, «Poverty Reduction Strategy Papers : a new convergence», in *World Development*, 31 (1), 2003.

30. J. SACHS, *The End of Poverty*, Penguin, 2005.

31. S. HUNTINGTON, *The Clash of Civilizations and the Remaking of the World Order*, New York, Simon & Schuster, 1996. On ne peut oublier que c'est le même Huntington qui, à la fin des années 1960, avait joué un rôle central dans l'élaboration de la doctrine de la «contre-insurrection» et de «l'Etat fort» pour continuer la modernisation dans un contexte troublé : cfr. S. HUNTINGTON, *Political Order in Changing Societies*, Yale University Press, New Haven, 1968. Dans *The Clash of Civilizations*, il aboutit à des conclusions très pessimistes, contraires à celles qu'il défendait dans les années 1960. Il affirme désormais que la modernisation est un fait historique propre à l'Occident et ne peut être diffusée. Mais son approche a été utilisée par de nombreux auteurs, surtout après 2001, pour souligner le danger qui menace l'Occident, surtout à partir des sociétés musulmanes enfermées dans la tradition.

L'évolution des années 1990 vers la définition de la démocratie autour du marché, puis la réaffirmation d'un certain rôle de l'Etat, à souveraineté conditionnelle et sous tutelle multilatérale à partir de 2000, renvoient aussi à l'évolution d'un rapport de forces entre élites économiques et élites politiques, au Sud comme au Nord. Il est évident que «l'Etat fort» de la modernisation nationale a cédé le premier rôle au «Marché fort» de la néo-modernisation globale. En termes de rapports sociaux, cela s'est traduit partout par un renforcement du rôle des élites économiques par rapport à celui des élites politiques et administratives.

Du point de vue des populations, cette modification des rapports entre élites a certainement eu des conséquences importantes, le «Marché fort» entraînant des changements profonds au niveau des modes d'intégration au processus de modernisation désormais globalisé. La pensée dominante a assigné, de manière croissante, un rôle de plus en plus large au «Marché fort» comme élément de contrôle social. Cela s'est fait à travers la prise en considération d'éléments sociaux, institutionnels, voire culturels qui vont bien au delà de l'efficacité économique : ils sont redessinés en fonction des conceptions qu'ont les élites globalistes de cette dernière.

Au lieu d'être évoquée seulement en termes d'opposition, l'évolution des relations entre «Etat fort» et «Marché fort» peut donc être analysée en termes d'évolution des rapports de force, entre catégories d'élites, au Nord comme au Sud, sans que cela ne remette en cause le caractère imposé du projet de modernisation, présenté comme seule voie de développement possible. Du point de vue des grandes masses des populations, la modernisation «*state-centered*» ou «*market centered*» a été et reste un projet autoritaire et élitair³².

Dans la réalité, le mouvement accéléré vers plus d'intégration économique à l'échelle mondiale a entraîné des phénomènes de paupérisation massive et des tendances à la désintégration pour de nombreuses sociétés. L'histoire en train de se faire est toujours bien une histoire de récréation, toujours plus violente, des conditions de l'inégalité à l'intérieur de chaque société. Une importante partie du courant critique dans les études du développement a montré le caractère de plus en plus problématique de cette évolution. Elle se traduit notamment par la désaffection croissante de larges couches des populations à l'égard de ce que certains ont appelé les «démocraties de basse intensité» (par référence aux guerres de basse

32. S. GILL, *Power and resistance in the new world order*, Basingstoke : Palgrave, 2005.

intensité des années de la Guerre froide). D'autres parlent de «*surrogate political participation*» (*ersatz* de participation politique)³³.

On peut donc dire que l'évolution récente du discours et des pratiques de la néo-modernisation fournit une grille de lecture des relations entre développement, capitalisme et impérialisme différente de la vision conventionnelle de celles-ci. Elle met en évidence que la construction de la «sphère impériale» des acteurs globaux ne peut se réduire seulement à une approche en termes d'exploitation économique. La modernisation fournit une clé pour établir une compréhension plus large de la nature de l'impérialisme.

«L'impérialisme réel» du début du XXI^e siècle n'est plus seulement le besoin de conquérir des marchés, de dominer les ressources matérielles et humaines, de créer et reproduire de manière incessante les relations inégales entre centre et périphérie. L'impérialisme contemporain est bien plus : une volonté de remodeler les sociétés selon un modèle sociétal unique, en présentant ce projet comme l'accomplissement de l'histoire humaine. Il ne s'agit pas seulement de cantonner cette volonté dans la culture ; en fait, c'est l'ensemble des composantes de la vie sociale qui est en cause.

Un courant récent dans la sociologie du développement s'est attaché à mettre en avant l'importance des acteurs collectifs et des coalitions d'acteurs dans les processus de développement³⁴. La prise en considération du rôle de la pensée sur la modernisation permet d'éclairer la place des acteurs dominants dans les stratégies impérialistes contemporaines, orientées vers le souci de produire différentes couches d'élites et de péri-élites toujours renouvelées et d'établir des consensus variables entre elles et les acteurs centraux du projet impérial. Elle fonctionne parce qu'une partie croissante des élites et péri-élites du Sud a besoin d'un appui extérieur pour maintenir ses positions face aux classes populaires, jugées toujours plus difficiles à contrôler, toujours plus dangereuses à cause des effets déstructurants de l'accumulation globalisée. C'est manifestement le cas dans un grand nombre de pays africains, arabes, asiatiques et latino-américains.

33. B. GILLS, J. ROCAMORA & R. WILSON, *Low Intensity Democracy : Power in the New World Order*, Pluto, London, 1993 ; D. CRAIG & D. PORTER, *Development Beyond Neoliberalism ? - Governance, Poverty Reduction and Political Economy*, Routledge, London, 2006.

34. N. LONG, *Development Sociology - Actor Perspectives*, Routledge, London, 2001.

Si l'on veut réfléchir sérieusement à une alternative, en termes de développement, à l'idéologie et aux pratiques des acteurs dominants du capitalisme globalisé, il est donc important de prendre en compte la nature du paradigme de la modernisation et de son évolution récente. Et surtout de bien voir les fondements socio-économiques de son succès, en tant que facteur de consensus autour de formes de contrôle social toujours plus contraignantes, en filigrane de discours flamboyants sur le progrès et la modernité.

Déjà dans sa période fondatrice, le discours de la modernisation était manifestement très normatif quant à la définition des chemins universels du développement. Mais à cette époque, on l'a vu, la théorie laissait quand même une autonomie aux Etats pour définir le projet de modernisation le plus approprié au cadre délimité par les frontières nationales. Cela a suscité toute une littérature qui a cherché à montrer que modernisation ne devait pas nécessairement se confondre avec occidentalisation, l'exemple le plus étudié étant celui du Japon³⁵.

Des études récentes ont aussi mis en valeur le fait qu'avant l'épisode colonial, de nombreuses sociétés non occidentales avaient entamé des processus de changement qui contenaient de nombreux aspects de «modernité»³⁶.

Et dans la réalité globale de ce début du XXI^e, il est évident que les élites de grands pays du Sud (Chine, Inde, Brésil) sont parvenues à mettre en place des processus d'accumulation dynamique, largement insérés dans l'accumulation globale, et sur base des critères mêmes de la «néo-modernisation». Ces élites donnent l'impression de pouvoir négocier de nouveaux rapports de force plus favorables à leurs intérêts en tant qu'élites globalistes. A supposer que cela pose un défi nouveau aux rapports historiques entre capitalisme et impérialisme, cela ne peut empêcher que l'autonomie relative de ces élites globalistes dépendra, à l'avenir, de leur capacité à soumettre tout l'espace sociétal aux normes toujours plus contraignantes du capitalisme global. Cette autonomie relative ne pourra se maintenir qu'au prix de nouveaux modes de contrôle social renforcé sur les populations locales. C'est dans ce domaine que pourra éventuellement se déployer leur autonomie relative.

35. J-W. DOWER, ed., *Origins of the Modern Japanese State - Selected Writings of E-H. Norman*, Pantheon Books, New York, 1975 ; J-E. HUNTER, *The Emergence of Modern Japan*, Longman, London, 1989.

36. C-A. BAYLY, *The Birth of the Modern World, 1780-1914*, Blackwell Publishing, Oxford, 2004.

En outre, on ne peut oublier que les discours et les pratiques des acteurs occidentaux dominants se sont toujours évertués à montrer que la «vraie modernisation» est «*one way*», et qu'elle ne s'accomplit que dans le modèle occidental, ou bien dans la mise en place de copies conformes de ce modèle. Les versions récentes de la néo-modernisation ont renforcé cette tendance et ont de plus en plus restreint l'autonomie des Etats, jusqu'à remettre en cause la notion de souveraineté nationale et de frontières dans un «*borderless world*» : ce qui signifie en fait, pour les acteurs dominants de la globalisation, le droit d'intervenir partout où ils détectent ou supposent une menace à leur sécurité, une non-conformité à leurs intérêts et aux normes du «projet global». Le boycottage par la «communauté internationale» du gouvernement Hamas arrivé au pouvoir en Palestine, après des élections reconnues comme démocratiques par cette même «communauté internationale», illustre assez la prégnance de ces normes.

Ce caractère «sans frontières», vu du point de vue du développement, renvoie donc à une légitimation de plus en plus nette des ingérences et intrusions les plus diverses. Les dimensions de la modernisation sont donc définies de plus en plus étroitement par les exigences du capitalisme global «démocratique». L'insatisfaction occidentale, affichée avec arrogance, à l'égard des aspects incomplets et insuffisants de la «néo-modernisation chinoise» actuelle, est illustrative de cette tendance. Elites et péri-élites du Nord se relaient dans la surenchère d'un discours universaliste civilisationnel, à prétention éthique, et aux accents volontiers missionnaires³⁷.

Les apories de la néo-modernisation impériale et les dimensions d'un développement populaire durable

Si l'on accepte l'idée que la logique des «pôles performants» restera bien la logique fondamentale de la croissance économique de la prochaine décennie, au Nord, au Sud et à l'Est, on doit admettre également l'idée que l'articulation entre pôles, nébuleuses informelles et zones d'exclusion restera également une caractéristique centrale de l'accumulation.

A travers cette évolution, on peut voir que le discours sur la croissance comme source du progrès social et humain, qui a été et est toujours au cœur de toutes les variantes de la modernisation, ne parvient plus à masquer son caractère idéologique : la croissance n'est qu'une lecture

37. K. POSTEL-VINAY, *L'Occident et sa bonne parole*, Flammarion, Paris, 2005.

consensuelle de l'accumulation, et lorsque celle-ci est émancipée des contraintes institutionnelles qui ont permis cette lecture, la violence intrinsèque de l'accumulation ne peut plus être masquée. Dès les années 1970, tout un courant de pensée avait insisté, dans le sillage de Georgescu-Roegen, sur le caractère entropique de la croissance du point de vue environnemental³⁸.

Les réalités globales des décennies récentes permettent d'affirmer que l'accumulation continuera à manifester une très grande flexibilité et une très grande volatilité dérivées de son internationalisation toujours plus grande, et donc qu'elle aura une autonomie plus large par rapport aux régions où elle déploiera concrètement ses effets. Or c'est dans ces logiques territoriales que s'inscrivent tout aussi concrètement les trajectoires de vie de l'immense majorité des populations attachées à une région, à une ville ou à une zone rurale spécifique. Cela conduit à mettre en exergue le caractère entropique – la tendance à la dégradation irréversible, de l'impact de l'accumulation du point de vue social et territorial – au sens d'érosion accélérée du lien social et de destruction des milieux de vie construits par les populations à travers les générations.

Il continuera dès lors à en résulter une sorte de désarticulation symétrique des logiques territoriales de développement. La néo-modernisation a généré de nouvelles formes de violence. Non seulement à travers son discours centré sur la compétitivité, la performance, la rentabilité, comme seuls critères de réussite des individus et de gestion des sociétés, mais aussi à cause de son impact sur les conditions et espaces de vie de milliards de gens au Sud. En fait, elle a accéléré d'une manière totalement incontrôlable le rythme de l'entropie sociale et environnementale à l'échelle mondiale.

Cette érosion du lien social et les pressions insupportables sur les milieux de vie mettent en cause d'une certaine manière les modalités et les pratiques séculaires de résistance des populations aux intrusions coloniales et post-coloniales modernisatrices. Depuis les années 1980, un courant important dans le domaine de l'histoire et de l'anthropologie du développement s'est attaché à mettre en valeur ces pratiques locales de résistance, qui loin de s'apparenter à de grands mouvements sociaux pour la conquête révolutionnaire de l'Etat moderne imposé, ont plutôt privilégié les comportements de fuite ou d'invisibilité. Ce n'est pas la persistance

38. N. GEORGESCU-ROEGEN, *The Entropy Law and the Economic Process*, Harvard University Press, Cambridge Mass., 1971. Pour une critique de la métaphore, voir P. GILLIS et G. WALLENBORN, «L'économie et la thermodynamique», *CM* n°235, mai-juin 2007.

de la tradition, mais le vécu de l'envers du moderne par les acteurs dominés, dont la résistance se décline dans le maintien d'un «ailleurs» souvent peu visible aux regards des acteurs de l'ordre dominant.

Ces pratiques ont combiné la plupart du temps les initiatives économiques, avec des dimensions de lien social, de recherche d'identité et de gestion viable d'un territoire, conçu comme un lieu de vie d'une collectivité créée à travers un long processus historique. Cela résulte d'une capacité de création institutionnelle que l'on peut qualifier de «gouvernance historique». Les dimensions de cette dernière révèlent souvent une rationalité de développement durable très différente de celle qui inspire aujourd'hui l'offre de «gouvernance locale» des acteurs globaux³⁹.

Les assauts répétés de «l'Etat fort» des élites modernisatrices et les stratégies d'incorporation plus ou moins forcée au «Marché fort» des élites néo-modernisatrices ont fragilisé les conditions de reproduction territoriale et sociale de ces collectivités. L'accumulation globalisée induit dès lors un «déficit identitaire» croissant, à un moment où l'Etat-Nation, affaibli par les politiques d'adaptation aux exigences de la globalisation, n'est précisément plus capable de rendre crédible les promesses d'une «modernisation nationale» porteuse de développement⁴⁰.

Les dynamiques de marginalisation et d'exclusion ont pris une force si manifeste qu'elles en sont arrivées à engendrer de nouvelles formes de réaction exacerbées. Souvent, ces dernières n'ont plus rien à voir avec les formes de résistance locales que les populations avaient pu mettre en œuvre depuis des siècles pour chercher à tempérer l'impact destructeur des processus de modernisation imposés par les élites dominantes.

On voit l'affirmation de plus en plus fortes de nouveaux réseaux puissants, combinant les trafics de toutes espèces, la violence armée systématique, articulant des connections locales, nationales et internationales, et qui sont aux mains de nouvelles péri-élites dont l'ascension sociale et l'enrichissement sont liés au contrôle de ces réseaux. Mais ces mafias et milices d'un type nouveau n'opèrent pas dans le vide. Elles ne sont plus seulement aux franges, mais souvent étroitement interconnectées à des secteurs d'activités contrôlés par de nombreux acteurs financiers, économiques, politiques bien intégrés aux réseaux d'acteurs dominants à vocation globale. Ces réseaux parviennent à contrôler, voire à mobili-

39. A. SAWADOGO, *L'Etat africain face à la décentralisation*, Karthala, Paris, 2001.

40. B. BADIE & M-C. SMOUTS, *Le retournement du monde*, Dalloz, Paris, 1992.

ser, une partie non négligeable des classes populaires à la recherche de voies de sortie de la misère par n'importe quel moyen.

Les nouveaux chefs de ces réseaux ou de ces armées privées représentent une nouvelle catégorie de péri-élites vu l'importance de leur capacité de mobilisation d'hommes et de ressources, et même leur pouvoir de redistribution selon les principes du clientélisme mafieux. Qu'on le veuille ou non, ils sont bien aux frontières de l'accumulation globalisée, ils en sont même souvent un rouage essentiel (contrôle des ressources minières et forestières dans un grand nombre de pays). Moins que jamais il ne peut donc être question d'approche angélique de ce qui a été appelé «secteur informel» ou «économie populaire». Il y a des groupes de plus en plus nombreux qui, tout en intégrant de plus en plus des sphères «démodernisées», au sens des critères conformes de la modernisation, sont hyper-performants dans la violence organisée, s'étant totalement réapproprié les moyens techniques et médiatiques de la néo-modernisation.

A côté de ces tendances massives à la «démodernisation», ou en symbiose avec elles, des groupes sont maintenant activement engagés dans un combat pour une anti-modernisation violente. Dans le vaste monde musulman, elles se présentent souvent comme la composante la plus active d'un combat anti-impérialiste. Face à cette évolution, les élites dirigeantes anglo-saxonnes ont tendance à utiliser de plus en plus un langage «civilisationnel» pour justifier leurs propres ingérences, agressions, et occupations multiformes. Un problème majeur de cette rhétorique néo-impériale est qu'elle cherche à raviver un idéal de combat contre les «forces de l'obscurantisme», fondement du «terrorisme», alors qu'on assiste manifestement à l'émergence de nouveaux groupes d'élites ou de péri-élites qui ne sont en rien pré-modernes, mais sont souvent composés d'intellectuels, de professionnels formés dans les centres occidentaux les plus avancés de la «modernité» technologique et scientifique, ou dans leurs filiales sur place (en Arabie Saoudite et en Egypte par exemple)⁴¹.

Ces évolutions catastrophiques ne doivent cependant pas occulter d'autres enjeux majeurs. Elles doivent au contraire encourager à regarder vers et s'appuyer sur d'autres perspectives et d'autres réalités que celles offertes par les différentes versions de la modernisation et de la néo-modernisation. Plus que jamais, il y a urgence à envisager le déve-

41. La question de savoir si ces élites ou péri-élites militantes ont une légitimité plus forte et plus large auprès des couches populaires que les élites nationalistes qui les ont précédées dépasse évidemment le cadre de cette contribution.

loppement autrement que comme la conséquence heureuse de «l'accumulation globalisée», que ce soit à travers les oxymorons de «croissance propre» ou de «croissance *pro poor*».

On peut définir le développement comme le processus de mobilisation et d'utilisation des ressources d'un territoire, à travers lequel la population de ce territoire définit, à travers un cadre institutionnel approprié, son rapport à la nature et son mode de vie, perfectionne son organisation sociale, améliore son bien-être et construit son identité.

Cette approche assigne clairement au développement une nature différente de celle de la croissance. La dimension territoriale y joue un rôle central. Cette approche normative permet aussi de situer les enjeux du «développement réel» en termes de rapports de forces entre acteurs : l'articulation entre les composants du développement défini ci-dessus va résulter des relations entre coalitions d'acteurs, et de l'impact de leurs actions et conflits sur un territoire et ses populations⁴².

Le développement est donc l'enjeu d'un perpétuel conflit entre acteurs dominants, pour qui le territoire n'est qu'un espace de mobilisation des ressources pour l'accumulation à court terme (logique de déterritorialisation), et acteurs dominés ou/et résistants, pour qui continuer la construction du territoire s'inscrit dans une logique de conditions de vie durables à long terme. Court terme et long terme s'entendent ici à l'aune de générations.

Il n'est pas sans intérêt de constater que les doctrines et techniques de la contre-insurrection de ces années 2000 doivent donner une place de plus en plus grande au contrôle direct des espaces locaux : occupation directe village par village, quartiers par quartiers des grandes villes. D'une certaine manière, on en retourne progressivement aux méthodes d'occupation de l'époque coloniale, ce qui à terme posera un sérieux défi au «centre atlantique de la sphère impériale» : on peut imaginer les difficultés d'une occupation directe simultanée par les forces *US-UK-OTAN* de cinq ou six Bagdad à l'échelle mondiale. Sans compter le déficit de légitimité de la «modernisation», dans les termes mêmes de la doctrine initiale.

42. H. NORBERG-HODGE, T. MERRIFIELD & S. GORELICK, *Bringing the Food Economy Home : Local Alternatives to Global Agribusiness*, Kumarian Press, Bloomfield, CT, 2002.

La dimension territoriale est importante pour reconstruire une «démocratie substantive» face aux apories de la «démocratie formelle» devenue un appendice de la rhétorique du tout au marché⁴³.

Dans cette approche, le politique peut chercher à réencastrer l'économique dans des contextes sociaux et culturels qui l'inscrivent dans une continuité historique, et dans des projets d'échelle maîtrisable par les diverses catégories d'acteurs pour définir leurs choix. Le contexte territorial est associé aux critères de proximité des acteurs concernés et à la diversité des expériences, face aux logiques d'uniformisation et de déterritorialisation qui sont au cœur des stratégies de domination des acteurs globaux. On ne peut donc pas avoir une vue idyllique du «territoire» et de la «région», d'autant moins que leurs compétences actuelles sont souvent le résultat de processus de décentralisation (au Nord) ou d'ajustement (au Sud) ayant visé un transfert de compétences de l'Etat-nation centralisé pour réduire ses coûts de fonctionnement et ses interventions sociales au nom de la «subsidiarité» ou de la «gouvernance»⁴⁴.

Mais on ne peut pas non plus ignorer ces milliers d'expériences locales à travers le monde où des populations organisées – au niveau de quartiers dans des mégapoles en apparence totalement déstructurées, ou de villages en apparence assoupis dans la tradition – produisent des biens et services orientés directement vers les besoins locaux, s'efforcent de gérer leur environnement et de maintenir ou réinventer les liens sociaux. Un ensemble toujours plus vaste de monographies locales attestent de leur vitalité, dans des contextes, territoires urbains et ruraux très divers, partout au Sud⁴⁵.

Le propre des différentes variantes de la modernisation est d'avoir dénié à ces «acteurs du bas» le rôle d'acteurs d'un développement humain, modeste mais durable, basé sur la maîtrise collective d'un territoire local. Un des récents avatars de la pensée sur la modernisation s'est décerné le label de «modernité réflexive»⁴⁶. On peut se demander s'il n'est pas plus intéressant de s'interroger sur les dimensions et les potentialités d'un «développement populaire réflexif» au Nord comme au Sud, et si ce

43. C. HADJIMICHALIS & R. HUDSON, «Networks, Regional Development and Democratic Control», in *International Journal of Urban and Regional Research*, 30, 2006.

44. R. FEAGAN, «The place of food : mapping out the 'local' in local food systems», *Progress in Human Geography*, 31(1), 2007.

45. J. BROHMAN, *Popular Development - Rethinking the Theory and Practice of Development*, Blackwell, Oxford, 1996.

46. U. BECK, *World Risk Society*, Polity Press, Cambridge, 1999.

n'est pas là que se trouvent les enjeux d'une réinvention d'un processus de « démocratie substantive » par rapport aux modèles de « démocratie procédurale » à la légitimité de plus en plus en plus affaiblie⁴⁷.

Les dimensions abyssales de « l'entropie globale » contemporaine exigent sans doute une refondation plus radicale des relations entre démocratie et développement que celles portées par des « sociétés civiles » aux pratiques de plus en plus étroitement encadrées, voire définies, par la « communauté internationale ».

La trajectoire intellectuelle de Marx pourrait être un élément d'inspiration de ce point de vue. En 1843, Marx écrit à Ruge : « [...] *il ne s'agit pas de tirer un trait suspensif entre le passé et l'avenir, mais d'accomplir les idées du passé. On verra enfin que l'humanité ne commence pas une nouvelle tâche, mais réalise son ancien travail en connaissance de cause* ». Après avoir passé sa vie à écrire une œuvre magistrale, dont on peut difficilement nier la vision radicalement modernisatrice, où s'étale souvent un profond mépris pour l'obscurantisme de la paysannerie, il écrit à Vera Zassoulitch en 1881 : « [...] *la commune rurale est le point d'appui de la régénération sociale en Russie, mais, afin qu'elle puisse fonctionner comme tel, il faudrait d'abord éliminer les influences délétères qui l'assaillent de tous les côtés et ensuite lui assurer les conditions normales d'un développement spontané* »⁴⁸.

Après les dérives et déboires des socialismes modernisateurs du XX^e siècle, on peut donc aussi se demander si ce « retour à l'essentiel » ne reste pas d'actualité, et si les pratiques des acteurs populaires, bien que locales historiquement, ne peuvent pas jouer un rôle important dans la reconstruction d'un « autre Etat fort », capable de porter un modèle de développement dont les critères d'inclusion ne se limitent pas à ceux de l'incorporation aux exigences du « Marché global fort »⁴⁹.

47. J-T. GATHII, « Representations of Africa in Good Governance Discourse : Policing and Containing Dissidence to Neo-liberalism, Postcolonialism, Globalization and Law », *Third World Legal Studies*, INTWORLSA, 2000.

48. K. MARX, *Textes (1842-1847)*, Spartacus, 1970 ; K. MARX, *Œuvres*, La Pléiade, Paris, Tome II, 1968.

49. J-Ph. PEEMANS, « The Need for a 'New Political Economy' of Global Change and Sustainable Development », Communication à *Mitigating Syndromes of Global Change*, National Center of Competence in Research (North-South), NCCR-NS, Ecole Polytechnique de Lausanne, Session de Spiez, 2002.